

Accord professionnel

**HOSPITALISATION PRIVÉE, SECTEUR SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL
À CARACTÈRE COMMERCIAL**

Avenant n° 11 du 19 novembre 2024

à l'accord du 26 février 2001

relatif au financement du paritarisme dans l'hospitalisation privée,
le secteur social et médico-social à caractère commercial

NOR : ASET2550142M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

SYNERPA ;

FHP,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UNSA ;

FSAS CGT ;

CFDT FNSSSSS ;

FO PSPSS,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant a pour objet d'affecter les fonds recueillis par le FONGESMES, l'association de gestion du paritarisme du secteur sanitaire, social et médico-social à caractère commercial, dédiés au fonctionnement de la CPNE-FP et de la CPPNI et non utilisés à ce titre, conformément à l'article I de l'avenant n° 5 à l'accord de branche sur le financement du paritarisme.

Article 1^{er} | Solde des cotisations

Le bilan, transmis aux membres de la CPPNI, et constaté par le conseil d'administration paritaire de l'association de gestion du paritarisme, le FONGESMES, fait état d'une sous-utilisation des fonds dédiés au fonctionnement de la CPNE-FP et de la CPPNI d'un montant de 120 689,29 € (cent vingt mille six cent quatre-vingt-neuf euros et vingt-neuf centimes).

Article 2 | Affectation des fonds non utilisés

Dans le cadre de l'article 1^{er} de l'avenant n° 5 à l'accord de branche sur le financement du paritarisme, les membres de la CPPNI décident que la moitié du solde des cotisations non utilisées visé par l'article 1^{er} du présent avenant, soit 60 344,65 € (soixante-mille trois cent quarante-quatre euros et soixante-cinq centimes) au titre de l'année 2023, est réparti de la manière suivante :

- 38 620,57 € (trente-huit mille six cent vingt euros et cinquante-sept centimes) répartis de manière égalitaire entre les organisations syndicales représentatives, soit 9 655,14 € par OS (neuf mille six cent cinquante-cinq euros et quatorze centimes) et ;
- 21 726,24 € (vingt-et-un mille sept cent vingt-six euros et vingt-quatre centimes) répartis proportionnellement à la représentativité de chaque organisation syndicale de salariés représentative, conformément à l'arrêté du 6 octobre 2021 en vigueur lors de l'exercice 2023.

La moitié restante du solde des cotisations non utilisées visé par l'article 1^{er} du présent avenant, soit 60 344,65 € sera affectée aux réserves du Fongesmes, et placée en report à nouveau.

Article 3 | Entreprises de moins de 50 salariés

Le présent avenant s'applique sans disposition particulière aux entreprises de moins de cinquante salariés.

Article 4 | Entrée en vigueur. Durée

Le présent avenant prendra effet le lendemain de sa signature. Il est conclu pour une durée déterminée venant à échéance lors de l'affectation des sommes aux organisations syndicales, telle que prévue à l'article 2.

Article 5 | Extension. Dépôt

L'extension du présent avenant sera demandée par la partie la plus diligente.

Le présent avenant sera déposé en 2 exemplaires, auprès de la DGT, une version signée du présent avenant sur support papier et une version sur support électronique. Un exemplaire sera adressé au greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Le présent avenant est fait en nombre suffisant pour remise à chacun des signataires, plus les exemplaires destinés au dépôt légal.

Fait à Paris, le 19 novembre 2024.

(Suivent les signatures.)